

Le collectif Tous Grands Parisiens entend remettre le cap sur l'intérêt général

Grand Paris 6 novembre 2025

Mardi 4 novembre, le collectif Tous Grands Parisiens a réuni à l'Ageca, rue de Charonne à Paris, autour de plusieurs pionniers du Grand Paris, un aréopage d'élus, d'experts et de citoyens pour remettre le Grand Paris au cœur de la séquence municipale. Plus qu'un colloque d'experts, l'objectif du collectif est de promouvoir une méthode : partir des besoins communs (écologie, logement, mobilités, économie) pour construire, avec Paris et ses voisines, un horizon partagé.

La soirée, organisée par le collectif Tous Grands Parisiens, cofondé entre autres par Pierre Mansat, ancien adjoint aux coopérations territoriales de Bertrand Delanoë et icône de la construction du Grand Paris – et qui a conclu la rencontre –, entendait une nouvelle fois, à l'approche des prochaines municipales, remettre l'ouvrage de la construction métropolitaine sur le métier. Bernard Landau, architecte-urbaniste, a, en introduction, situé la démarche, née du livre « Pour en finir avec le petit Paris » (2024). La troupe formée par les rédacteurs de cet ouvrage paru aux éditions Archicity s'est muée en collectif « pluraliste » décidé à « être très actif ». « Nous vivons dans une métropole de rang mondial où la grande pauvreté côtoie l'extrême richesse. Beaucoup de sujets ne peuvent trouver de bonnes réponses locales sans vision d'ensemble. Le repli sur le localisme est un piège », a estimé Bernard Landau. Et d'appeler Paris à « sortir de ses limites de la Monarchie de Juillet ». « Son avenir dépend désormais de son implication dans le mouvement grand-parisien, a-t-il martelé, avec l'intention de parler moins de périmètres, davantage de besoins concrets, et déboucher sur des suites ».



Bernard Landau et Frédéric Gilli. © Jgp



Michel Cantal-Dupart et Frédéric Gilli. © Jgp

Frédéric Gilli, économiste, auteur de plusieurs ouvrages de référence sur le sujet et maître de cérémonie, a posé le cadre : « Le Grand Paris a gagné une place dans les esprits, mais peine à trouver son statut politique », a-t-il souligné, s'appuyant sur trois enquêtes d'opinion successives sur la Métropole. « En 2000, c'était un signal faible. En 2013, une promesse. En 2025, plus des deux tiers des personnes interrogées l'évoquent : la question est centrale, mais la tension est forte entre relégation et interdépendance. Les habitants demandent : où va Paris, où va le Grand Paris ? » D'où l'objectif de la soirée : poser les « bonnes questions » pour loger, se déplacer, décarboner et offrir des perspectives à la jeunesse à l'échelle pertinente.

Sur l'écologie, Luc Abbadie (Sorbonne, Nature & société) a replacé la biodiversité au rang d'enjeu vital. « On perd 1 % par an des oiseaux des milieux urbains et agricoles ; c'est un signal sanitaire. La diversité biologique, c'est la productivité des forêts, la résistance aux maladies, l'adaptation aux canicules », a-t-il souligné. L'universitaire plaide pour une trame arborée ambitieuse et pour la formation systématique des décideurs : « Sans culture écologique minimale, on oubliera le sujet, et cela nous coûtera très cher. »

La politiste Cynthia Gaurat Gobin a insisté sur la nécessité d'un arbitrage équilibré entre adaptation climatique, décarbonation et préservation du vivant : « Comment trancher, comme citoyens et comme techniciens, lorsque les objectifs se heurtent ? », s'est-elle interrogée. Elle a rappelé des précédents où la défense d'écosystèmes a contré des politiques de transport : « Notre défi est d'organiser ces arbitrages au grand jour », a-t-elle résumé.

Un urbanisme programmatique émiétté

Dans la salle se croisaient Dominique Alba, directrice de l'Atelier Jean Nouvel, Daniel Breuiller, ancien maire (Les écologistes) d'Arcueil (Val-de-Marne), Marie Deketelaere-Hanna, membre associée de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd) et ex-directrice générale de Paris Métropole ou Jean-Louis Subileau, urbaniste, fondateur de la Fabrique de la ville. Ce dernier a souligné que les outils d'urbanisme programmatique nécessaires existaient, mais restent émiéttés : « Le PLU bioclimatique de Paris a imposé des critères sociaux, énergétiques et environnementaux. Mais il s'arrête au périphérique », a-t-il déploré.

L'architecte David Miet (Villes vivantes) a dessiné son modèle pour l'Île-de-France : « Des tissus plus denses et plus humains, à la japonaise, praticables à pied et à vélo, plutôt que l'étalement pavillonnaire ».



David Miet. © Jgp



Cynthia Gaurat Gobin. © Jgp



Simon Ronai. © Jgp



Jean-Louis Subileau. © Jgp

Simon Ronai, géographe et urbaniste, a pointé un « dysfonctionnement structurel ». « En Île-de-France, on construit beaucoup, mais mal ajusté à la demande. Les prix ont grimpé de 200 % quand les revenus n'augmentaient que de 60 %, a-t-il rappelé, tandis qu'à Paris, l'atteinte de 25 % de logements sociaux s'est faite en grande partie par rachat-conventionnement, retirant des logements du parc privé ». Surtout, estime-t-il, la gouvernance reste « anachronique » : « L'État planifie, mais in fine, 1 281 maires décident. C'est une impasse pour produire l'offre adaptée ».

Au fil des tables, Arnaud Passalacqua, co-directeur de l'École d'urbanisme de Paris, Pascal Auzannet, consultant, Martin Vanier et Jacques Lévy, géographes, ont également donné leur vision, plus ou moins teintée d'amertume et d'espoirs déçus, d'un Grand Paris des possibles, espérant, une nouvelle fois, que les prochaines municipales soient l'occasion de redonner au sujet la place – centrale – qu'il mérite.